



Idées reçues sur les générations issues de l'immigration

Peggy Derder

Le Cavalier bleu, février 2014
173 pages, 18 €

Si l'y a un livre sur l'immigration à mettre entre toutes les mains, en ces temps où les thèses xénophobes d'extrêmes droites « dédiabolisées » ont de plus en plus cours, c'est bien cet ouvrage qui revient sur certaines « idées reçues », sur ces représentations éventuellement instrumentalisées et sans aucun fondement, que l'on entend ici ou là, autour d'un café ou dans la petite lucarne.

En effet, cette mise en lumière de Peggy Derder, spécialiste de l'Algérie et responsable du secteur pédagogique du Musée d'histoire

de l'immigration, nous ramène aux faits et nous rapproche des principes, en commençant par le commencement, c'est-à-dire par la définition de cette catégorie ethnocisante de l'immigré. Un être marqué par des origines, qui ne sont pas toujours ou pleinement les siennes, mais stigmatisé par une hérédité qui le relègue à une typologie, entre « ennemi de l'intérieur » et « issu de l'immigration », alors qu'un habitant sur quatre en France, il faut le rappeler, a un lien avec les migrations. L'articulation de la collection autour d'entrées choisies permet de saisir les politiques d'ouverture ou de fermeture, avec une oscillation entre droit du sol, comme jusqu'en 1795, puis, à partir de 1889 et à nouveau au lendemain de 1945, droit du sang, avec le Code civil. On saisit aussi l'in-

fluence des hommes et des partis extrémistes à partir de 1983, dont les préconisations sont reprises dans les discours des droites parlementaires, et le rôle des majorités politiques quand, en 1998, l'automaticité de la nationalité est rétablie à la naissance ou à la majorité, voire entre les deux. A cet égard, l'auteure rappelle à juste titre les droits, comme celui du regroupement familial, que l'ancien ministre de l'Intérieur devenu Premier ministre, Manuel Valls, voulait restreindre alors que c'est un droit fondamental reconnu par le Conseil d'Etat et la Cour européenne des droits de l'Homme...

« *Assignation identitaire* »

Mais au-delà des législations, il y a le poids des mots: pourquoi parler de « générations » pour les

20 JUIN
23 NOV.
2014

×

TUMULTE GAULOIS
REPRÉSENTATIONS & RÉALITÉS

MUSÉE BARGOIN
45 RUE BALLAINVILLIERS

➤

**MUSÉE D'ART
ROGER-QUILLIOT**
[MARQ] MONTFERRAND

➤ CLERMONT-FERRAND

[HTTP://MUSEEBARGOIN.CLERMONT-FERRAND.FR](http://MUSEEBARGOIN.CLERMONT-FERRAND.FR)
[HTTP://MUSEEDART.CLERMONT-FERRAND.FR](http://MUSEEDART.CLERMONT-FERRAND.FR)

Cette exposition est reconnue d'intérêt national par le ministère de la Culture et de la Communication/Direction générale des patrimoines/Service des musées de France. Elle bénéficie à ce titre d'un soutien financier exceptionnel de l'Etat.



















jeunes Maghrébins «nés de», et pas pour les cohortes italiennes, polonaises, belges? On est alors dans «*l'assignation identitaire*», qui renvoie à une «*perpétuelle extranéité voire à l'illégitimité de leur présence*», et cela en contradiction avec la «*tradition universaliste républicaine qui se veut indifférente aux différences*» (p. 30). En outre, l'auteure souligne la quasi-absence de politiques publiques d'intégration, alors que les pratiques illustrent des métissages, par le mariage et la vie à deux, par l'école ou le travail et la vie avec tous, dans un hexagone inscrit dans la mondialisation où le «made in France» n'a plus grand sens, où les identités sont en perpétuelle construction - la double nationalité en étant l'une des étapes -, derrière les apparences de déracinement. Parmi les invariants historiques, il y a la corrélation immigration/délinquance, qui réactive une pseudo-menace, alors que les sociologues dévoilent, au-delà de statistiques tronquées, des facteurs comme la pauvreté sociale ou le surcontrôle policier. Telles sont quelques-unes des remises à plat parmi d'autres, comme «les enfants d'immigrés sont en échec scolaire», «les enfants d'immigrés sont au chômage» ou encore l'association immigré, arabe, musulman, intégriste, terroriste. On l'aura compris, ce rétablissement des vérités, ici toutes bonnes à dire, propose une analyse sûre et suggestive, fondée entre autres sur les enquêtes «*Trajectoires et origines*», qui revient sur des assertions simplifiées et amplifiées à l'heure de la banalisation des pratiques et des rhétoriques racistes, du funeste discours de Grenoble à certaines manifestations pour tous - pour un, pour une?

Emmanuel Naquet,
coresponsable du groupe
de travail LDH
«Mémoire, histoire, archives»



La France malade du conflit israélo-palestinien

Pascal Boniface

Salvator, février 2014

192 pages, 19,50 €

Salutaire «coup de gueule» que ce livre de Pascal Boniface. Mais au goût d'inachevé. Salutaire, parce qu'il est effectivement temps de sortir du non-dit, de cette censure d'autant plus détestable qu'elle s'insinue dans les esprits comme allant de soi. Oui, il existe dans ce pays qu'est la France un traitement discriminatoire selon l'endroit où l'on vit, selon l'origine, le nom ou le faciès. Oui, il est devenu difficile d'exprimer quelques évidences comme «*Israël occupe et s'approprie des terres qui ne sont pas les siennes et soumet le peuple palestinien à un traitement qui constitue, sous bien des aspects, une violation permanente et massive des conventions de Genève et du droit à l'autodétermination des peuples*».

Si les manifestations d'antisémitisme sont intolérables d'où qu'elles viennent et au même titre que toute autre forme de racisme, l'attitude du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) assimile dangereusement la défense de la politique du gouvernement israélien et la lutte contre l'antisémitisme, alors que l'on est en droit de distinguer entre la critique d'une politique d'Etat et l'appartenance à une communauté religieuse et/ou culturelle. Si certains font effectivement de l'antisionisme, le dernier avatar de l'antisémitisme, rien ne justifie que des organisations communautaires s'inscrivent en France comme les défenseurs aveugles de la politique d'un Etat qui doit être traité comme tous les autres Etats. Saluons le courage de dire ces quelques vérités, ce qui, pour certains, vaut certificat d'antisémitisme. L'expérience personnelle vécue par l'auteur, les accusations

insanes d'antisémitisme dont il a été et est encore l'objet, explique qu'il ait privilégié la dimension «coup de gueule» à une analyse plus fouillée. La France n'est pas seulement malade du conflit israélo-palestinien, elle est aussi, et peut-être avant tout, malade de son refus de sa propre histoire coloniale, comme elle a refusé pendant longtemps l'histoire réelle et non fantasmée de son passé vichyssois. La Palestine connaît-elle la paix que cette réalité demeurerait ici. L'impact des manifestations de racisme et d'antisémitisme ne résulte pas seulement dans l'analyse des chiffres mais dans leur ressenti, ce qui implique une autre dimension que comptable. L'instrumentalisation du conflit israélo-palestinien par les Etats arabes conservateurs et l'impuissance ou la complicité de la communauté internationale dans le mauvais sort réservé aux Palestiniens, voici qui attise aussi les passions. Mais ne faisons pas grief à Pascal Boniface de ne pas avoir écrit une somme. Prenons ce livre pour ce qu'il est, un coup d'air frais.

Michel Tubiana,
président d'honneur de la LDH